

L'AMBASSADEUR DU MAROC CONVOQUÉ PAR MESSAHEL

Alger-Rabat, l'escalade

Les pendules ont été remises à l'heure. L'ambassadeur du Maroc en Algérie a été en effet convoqué hier au siège du ministère des Affaires étrangères où il a été fait part des vives protestations de l'Algérie suite au harcèlement dont a été récemment victime une diplomate de ce département lors d'un séminaire sur la décolonisation auquel elle prenait part.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - L'affaire remonte à quelques jours seulement. Dépêchée à un séminaire des Nations-Unies sur la décolonisation, une jeune diplomate membre de la délégation algérienne avait subi un harcèlement et des provocations intenses. Les détails de l'affaire ne sont pas relatés dans le communiqué publié hier par le MAE. On apprend en échange que les méthodes utilisées contre cette diplomate revêtent «un caractère inacceptable, contraire aux règles élémentaires de bienséance et attentant à la courtoisie et aux us et coutumes diplomatiques». Le ministre a en outre soutenu que les «éléments d'information relatifs à cet incident en possession de la partie algérienne, vérifiables autant auprès des organisateurs que des participants au séminaire, confirment les agissements des

membres de la délégation marocaine». Le communiqué ajoute que «les détails de ces faits ont été portés à la connaissance du secrétaire général de l'ONU» et que ces provocations ont poussé les autorités de «Saint-Vincent-les-Grenadines à lui assurer une protection personnelle rapprochée». La même source ajoute que Abdelkader Messahel a fait part à l'ambassadeur du Maroc des vives protestations de l'Algérie et lui a fait savoir qu'elle était en attente «d'excuses de la part du Maroc».

Du coup, les récentes accusations marocaines contre un haut responsable algérien au sein du MAE prennent des allures d'histoires abracadabrantes. Au moment où se déroulaient les faits décriés dans le communiqué précédent, un diplomate de haut rang se trouvait accusé d'agression contre un membre de la délégation



Mohamed 6 et Abdelaziz Bouteflika.

marocaine présent au séminaire de Saint-Vincent-les-Grenadines. Pour faire vrai, les membres de cette délégation ont poussé jusqu'à transmettre aux médias marocains des photos dudit diplomate (marocain) allongé et souffrant des coups reçus.

Très vite, le porte-parole du ministère algérien des Affaires étrangères a réagi en qualifiant les faits de montage grossier. Il s'agit, poursuit le texte, «d'une piètre mise en scène d'une médiocre pièce de théâtre et une

répétition des méthodes et de scénarios auxquels nous avons été habitués (...) une jeune diplomate algérienne a fait l'objet d'un harcèlement permanent et a même été victime de tentatives d'agressions de la part d'éléments de la délégation marocaine (...) les accusations contre notre diplomate sont une nouvelle fuite en avant et une illustration du dépit suite au travers et à l'échec subis par la diplomatie marocaine après le refus du Comité des 24 de céder à la

pression visant à priver le peuple sahraoui de son droit à l'autodétermination».

Il faut savoir, d'autre part, que ces nouvelles provocations interviennent au moment où le Maroc traverse l'une des crises les plus sérieuses de son histoire. A l'instabilité politique, l'échec dans le dossier du Sahara occidental est venue se greffer la révolte du Rif. Cette zone sensible tant crainte par le roi est décidée à en découdre avec le pouvoir central et menace plus que jamais la stabilité du trône. Mohammed VI le sait. Et il n'ignore pas non plus que l'incroyable déploiement des forces qu'il a ordonné pour mater les Rifains n'est pas en mesure de régler la crise. L'histoire l'a déjà démontré et son père feu Hassan II l'a appris à son détriment.

Empruntant de vieux rouages politiques, il tente de pousser les Marocains à regarder ailleurs en bâtissant sa stratégie sur la menace de l'ennemi extérieur, cette Algérie qu'il pousse, coûte que coûte, à s'impliquer dans une polémique sans fin pour occuper la société marocaine...

A. C.

DIVERGENCES FRANCO-ALGÉRIENNES SUR LA GESTION DU TERRORISME AU SAHEL

Lyad Ag Ghali, le dossier qui fâche

Alger demeure encore silencieuse après les tonitruants propos de Macron au sujet du bien sensible dossier malien. Il y a pourtant fort à parier que la situation ne tardera pas à évoluer : le nord de ce pays miné par les groupes terroristes s'est transformé en une véritable poudrière qui compromet la stabilité de toute une région où la France a plain pied.

Sans la «parenthèse» du coup de fil surprise du nouveau Président français à son homologue d'El-Mouradia, il va sans dire que l'intérêt suprême accordé au sujet aurait fait l'affaire des Algériens particulièrement préoccupés par la situation prévalant à ses frontières et pour laquelle le pays mobilise une grande partie de ses effectifs militaires. Seulement voilà, la «sortie» de Macron dévie le sujet de sa trajectoire. Il le semble du moins.

L'information a été rapportée unilatéralement par la presse française. Elle indique ainsi que le nouveau locataire de l'Elysée s'est entretenu avec le Président Bouteflika pour lui faire part de son «souhait de pouvoir parler du dossier malien de manière très franche avec l'Algérie». La franchise parle sur un point essentiel : «Le soutien présumé d'Alger à Lyad Ag Ghali», chef du fameux groupe Ansar Eddine. Notable Touareg bénéficiant d'une certaine assise auprès de sa communauté, il a su attirer au sein de son mouvement des échantillons de toutes les ethnies maliennes, y compris celles en farouche conflit, et assoir ainsi un «pouvoir» qui dépasse sans doute son rôle actuel de chef terroriste. Lyad Ag Ghali est de ce fait perçu comme un élé-



L'Algérie et le Mali engagés dans une lutte durable contre le terrorisme au Mali.

ment important, au terme le plus juste «particulier» du dossier. Et c'est ainsi qu'Alger le perçoit sans doute.

Appréhendant les conséquences pouvant découler d'une opération militaire amenant à la disparition de ce dernier, elle s'est en quelque sorte opposée à la course-poursuite que des soldats français avaient menée contre lui en 2016. Lyad Ag Ghali était alors à la portée de ce dernier lorsque les politiques français, conscients eux aussi des répercussions d'une disparition dans de telles conditions, prennent le téléphone pour joindre leurs collègues algériens et leur demander conseil sur la suite à donner à cette opération. Et on leur conseille justement de ne pas se précipiter. Les mois passent. Ag Ghali disparaît à nouveau dans la nature. A Gao comme ailleurs dans le Nord-Mali, les actions terroristes redoublent d'intensité, signant l'échec de l'intervention militaire française dans ces lieux. Une vingtaine de soldats y ont trouvé la mort en quelques mois, et la pré-

sence des contingents bleu, blanc, rouge offre parfois aux populations prétexte à des manifestations d'hostilité. Ici, comme en Centre-Afrique et ailleurs sur le continent, la France a échoué. Macron le sait, et veut aller vite. Pour tenter de redorer le blason de son pays et asseoir sa popularité en s'attaquant à l'un des sujets les plus critiqués par l'opinion interne ? «Nos hommes sont là, j'en ai la responsabilité devant les Français et leurs familles», a-t-il clairement déclaré peu de temps avant de prendre l'avion vers Gao vendredi dernier. A Paris, ses propos tonitruants sont suivis de très près. Ailleurs, on s'interroge cependant encore sur cette volonté de vouloir accélérer le règlement de ce dossier ultrasensible. Avant qu'il ne soit trop tard ? Très probablement.

Mercredi, le commissaire à la paix et la sécurité en Afrique révélait que des armes ultrasophistiquées étrangement parvenues en Libye circulaient actuellement au Sahel, procurant aux groupes terroristes et aux contrebandiers qui les

possèdent une puissance supérieure à celle des armées régulières. La crainte d'un embrasement généralisé fait courir l'Union africaine qui cherche justement à limiter les dégâts occasionnés par les «influences étrangères» en dotant certains pays en conflit de troupes militaires africaines. 5 000 hommes de cinq pays africains sont prévus pour le Nord-Mali.

Moussa Faki, dernièrement élu à la tête de la Commission de l'UA, a su porter la voix de l'Afrique auprès du président du Conseil de sécurité lequel l'a écouté quatre heures durant. L'homme est pourtant connu pour accorder des entretiens n'excédant pas vingt minutes y compris avec les chefs d'Etat. «C'est dire l'intérêt qui est accordé au sujet», expliquait avec fierté Smaïl Chergui en insistant sur le processus mis en place pour libérer l'Afrique. Voilà le moment donc choisi par Macron pour booster le dossier malien. Vendredi, il a appelé à une «accélération de la mise en œuvre de l'accord de paix et de réconciliation» signé au terme d'un long processus mené sous l'égide de l'Algérie.

Un accord avait été signé en 2015 entre le gouvernement malien et les groupes du Nord entrés en rébellion. «Nous savons, a déclaré Macron, où se situent les difficultés principales et ce que nous devons faire, alors faisons-le sans barguigner.» «Ce que je veux, a-t-il ajouté, c'est une exigence sans doute renforcée à l'égard des Etats du Sahel et de l'Algérie (...) tout ce qui est inscrit dans les accords d'Alger doit être appliqué et la responsabilité de toutes et de tous doit être prise (...) on ne peut pas manifester quelque faiblesse que ce soit à l'égard de groupes terroristes quelles que soient les raisons politiques domestiques.»

A. C.